

Où va la gauche ?

Emmanuel Tuchscherer*

** Conseiller au cabinet
du président de
l'Assemblée nationale*

UNE CRISE DE REPÈRES ?

A en croire les commentaires, les difficultés actuelles de la majorité présidentielle trahissent un malaise idéologique de la gauche et des contradictions internes non surmontées sur ce qui compose aujourd'hui l'identité de cette famille politique. Il s'agirait d'une identité malheureuse, inadaptée à l'exercice de responsabilités nationales. Il est vrai que le gouvernement a pris depuis dix-huit mois une succession d'orientations qui rendent sa politique difficile à qualifier avec les repères habituels : la mise en œuvre d'un socialisme de l'offre dans le champ économique, le sérieux budgétaire négocié avec l'Allemagne d'Angela Merkel en contrepartie de nouvelles politiques de croissance, la fermeté affichée sur les questions migratoires et d'ordre public, l'acceptation des dynamiques de la mondialisation avec, par exemple, la reconnaissance du rôle éminent de l'anglais dans l'enseignement supérieur... Les « affaires » ajoutent du trouble : débat sur l'intégration des Roms, reconduite à la frontière de Leonarda et de sa famille, reculs fiscaux, etc. Elles posent toutes, avec une acuité particulière, la question des valeurs de la gauche.

Il faut rappeler que le quinquennat de François Hollande s'est ouvert dans un contexte de crise économique et sociale sans précédents qui place la politique en régime d'urgence. Ce n'est pas en situation de crise que l'on qualifie l'identité d'une politique. Il n'en reste pas moins qu'un gouvernement, pour justifier ses décisions et projeter son action dans l'avenir, doit rendre visibles ses repères. Les Français ont ainsi besoin



Où va la gauche ?

d'entendre le récit de la France du XXI^e siècle, et qu'on leur explique comment seront surmontés les défis d'un monde ouvert, globalisé et numérique. Le Premier ministre s'était engagé dans cette voie à la fin 2012 en définissant les contours d'un « nouveau modèle français ». Cette formule n'a pas eu la postérité qu'elle méritait. Le président de la République a ensuite replacé le débat sur ce terrain en ouvrant le séminaire de rentrée sur le thème de « la France en 2025 ». C'est une direction qu'il faut aujourd'hui approfondir, en situant dans ce récit de la nouvelle France les valeurs et l'identité de la majorité présidentielle à laquelle les Français ont confié le destin du pays.

Cette remise en ordre des repères doit également être menée pour une seconde raison, non moins essentielle : battre en brèche les lectures malveillantes de la politique conduite par la majorité présidentielle. Cette lecture considère les difficultés actuelles comme l'illustration du malaise fondamental de la gauche vis-à-vis de la pratique du pouvoir, qui s'exprime dans un dilemme : ou bien la gauche veut préserver son identité et maintenir sa pureté doctrinale et idéologique, et elle se condamne alors à l'impuissance ou à l'hypocrisie dans la pratique du pouvoir. C'est la conscience malheureuse. Ou bien elle accepte de transiger avec ses principes pour avoir prise sur le réel et faire les réformes imposées par les circonstances. C'est la gauche qui singe la droite. Dans les deux cas, concluent les esprits chagrins, la gauche n'est pas armée pour les responsabilités, et dans les deux cas l'histoire connaît la même fin, le retour de la droite aux affaires. Cette petite musique est mortifère, *a fortiori* dans cette période de transition où les efforts demandés aux Français tardent encore à produire leurs pleins résultats.

Pour balayer le procès en incompétence il est essentiel que la gauche traduise dans son propre langage les mutations de la société française insérée dans la mondialisation. Elle ne doit laisser aucune prise au soupçon de l'inadéquation de son logiciel de pensée à la réalité du monde actuel, au risque de succomber aux accusations de passéisme et de conservatisme que lui adressent ses adversaires. Dans ce travail sur soi que la gauche est appelée à accomplir, il ne lui est nullement demandé de transiger sur ses principes mais d'en renouveler l'interprétation en fonction des caractéristiques du monde ouvert dans lequel la France évolue désormais : l'effacement des frontières du fait de la mondialisation et de la révolution numérique, l'évolution vers une société de plus en plus individualiste et multiculturelle, qui modifie profondément les conditions de l'action politique.



Où va la gauche ?

Sur ce terrain elle possède trois atouts majeurs : ses ressources d'innovation sociale, ses hommes et ses valeurs.

UNE GAUCHE DE PROGRÈS

Le premier atout de la gauche est son aspiration au progrès, qui est un fil rouge de toutes les doctrines sociales et socialistes depuis le XIX^e siècle – la conviction d'un progrès possible de l'humanité et sa conséquence pratique, la foi en l'action transformatrice de la politique. Cette notion de progrès, héritage des Lumières, a été longtemps mise en sommeil pour diverses raisons : l'expérience des totalitarismes au XX^e siècle, la confusion entre la dimension technique et la dimension morale du progrès, le ménage difficile du progrès et des préoccupations écologiques. Au cours du demi-siècle passé, le progrès s'est heurté au principe de réalité d'une société qui peine à maintenir ses acquis et qui a par conséquent le plus grand mal à se projeter avec confiance dans le futur.

Or cette notion se redécouvre aujourd'hui comme une aspiration parfaitement acclimatée au contexte de crise que traverse notre pays, dès lors qu'on le comprend comme la transition inachevée entre deux modèles de société, où les nouveaux repères n'ont pas encore laissé la place aux anciens. Derrière le désarroi actuel des Français, il y a bien entendu l'urgence de répondre aux besoins immédiats – boucler les fins de mois, conserver son travail et assurer l'avenir de ses enfants. Mais ce désarroi traduit également la fermeture de l'horizon des possibles où s'évanouit la perspective d'un monde meilleur, qui est la plus grande promesse de la politique.

Au lieu de donner l'impression qu'elle multiplie les concessions au réel, on fait ici le pari que la gauche regagnera un nouveau souffle en se réappropriant sa vocation au progrès. Dans deux directions : la recherche de *l'émancipation individuelle* et la priorité donnée à *l'innovation sociale*.

La gauche évolue avec la plus grande aisance sur ce premier terrain, qui lui est familier, et qui comprend les grandes conquêtes dans le champ de l'éducation et de la formation aux côtés de l'enrichissement des droits individuels, comme récemment le mariage pour tous. Elle ne doit pas davantage hésiter sur le terrain de l'innovation sociale qui consiste



Où va la gauche ?

à ne jamais tenir pour acquises des hiérarchies sociales et à se donner comme objectif de mettre en mouvement la société par tous les moyens : la redistribution des richesses, les services publics, les rapports à l'entreprise, toutes les formes d'initiative individuelle qui ont une visée collective, comme l'engagement militant, associatif ou syndical. L'innovation sociale passe par de nouvelles articulations de l'individuel et du collectif, de la régulation et de la production, ainsi que des efforts pour maintenir ouvertes les positions sociales. La mobilité sociale étant son objectif, elle veille donc à lutter contre les rentes de situation, les phénomènes monopolistiques, dans l'entreprise, dans les relations de travail, dans la détention des diverses formes de patrimoine (financier, social, culturel).

Cette politique d'innovation peut compter sur des alliés : les jeunes, les femmes, les Français issus de l'immigration, les faiblement qualifiés, toutes les catégories de la population qui souffrent aujourd'hui des rigidités des statuts sociaux. Elle peut également canaliser le désir d'entreprendre et d'innover d'une partie de la population française, celle qui se lance dans des projets d'entreprise ou qui est aujourd'hui tentée par l'expatriation au motif que la France présente trop de rigidités et pas assez d'opportunités.

Nous cheminons vers un monde nouveau qui a besoin d'une politique de progrès pour éclore.

UNE POLITIQUE DE GÉNÉRATION

Le deuxième atout dont dispose la gauche est l'essor de la *génération du monde ouvert*, dont la culture politique s'est forgée avec la chute du Mur de Berlin. Cette génération est à la fois pragmatique et consciente de la nécessité de construire de nouveaux repères. Ses représentations ne se sont pas construites sur l'expérience de mai 1968 ni sur la société de croissance issue des Trente Glorieuses. Son horizon politique a au contraire été structuré par le chômage et la stagnation économique. Cette génération est entrée dans l'âge adulte alors que les inégalités reprenaient du terrain dans notre pays pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, à la jonction de la mondialisation et d'un capitalisme financiarisé qui a permis une augmentation exponentielle des plus hauts revenus alors que le reste de la société stagnait.



Où va la gauche ?

Cette génération hérite d'une France qui n'a jamais été aussi riche mais jamais autant sujette à l'inquiétude du déclassement. Elle a été témoin de la désindustrialisation massive du territoire mais aussi de l'émergence de nouveaux relais d'innovation, en particulier avec l'économie verte, le numérique et les biotechnologies. Plus que tout autre, cette génération a intériorisé la contrainte écologique et la nécessité de construire un nouveau modèle de croissance durable. Elle se défie des dogmes mais elle n'en est pas moins attachée à bâtir des repères aussi stables que son monde est mouvant.

Cette génération se trouve aujourd'hui confrontée à un choix : ou bien se ressaisir du combat pour l'égalité, ou bien préparer ses enfants à un monde beaucoup plus divisé que celui de leurs parents, où se creuse en particulier l'écart entre une France métropolisée, insérée dans les réseaux de production et d'échanges de la mondialisation, et une France périphérique, celle des zones périurbaines et de la ruralité paupérisée et déstructurée. Il lui revient également de trouver les moyens d'amortir le choc générationnel né de l'inégalité des conditions entre la génération du *baby boom* – protégée par le patrimoine, qui occupe les plus hautes positions sociales et qui jouit encore des dividendes de l'Etat-providence des Trente Glorieuses – et celle de la jeunesse tenue en état d'insécurité sociale par le chômage de masse, l'affaiblissement du système de redistribution et l'évolution de la répartition de la valeur ajoutée qui donne dans le système économique actuel le primat au capital sur le travail.

Cette génération a une conscience aiguë de l'ampleur du chantier à mener pour organiser un nouveau modèle français et rénover les termes de notre pacte social. Elle ne s'offusque donc pas des moyens : l'Europe, comme un projet politique incontournable pour réarmer la part de souveraineté diluée au niveau national, les nouvelles technologies et les opportunités de la transition bas carbone comme les leviers d'un nouveau modèle de croissance durable et créateur d'emplois, les avantages comparatifs de la France dans la mondialisation, qu'il s'agisse de sa démographie favorable, de sa situation géographique exceptionnelle au carrefour de l'Europe du Sud et du Nord et de son patrimoine culturel et historique sans équivalent dans le monde.

Les commentateurs s'épuisent à définir la ligne politique suivie par la majorité présidentielle. Neutres ou polémiques, ils la qualifient parfois de réformiste, parfois de social-démocrate, ou encore de social-libérale. Ces typologies masquent en réalité



Où va la gauche ?

l'essentiel. Ce qui est en jeu, en 2013, face à l'épuisement du modèle économique et social de la France, relève d'une autre grille de lecture : le besoin de placer au cœur des priorités une *politique de génération*, qui transcende les grilles de lecture habituelles.

Cette politique de génération se donne pour absolue priorité l'avenir de la jeunesse et cherche à forger un nouveau pacte social prenant en compte ses aspirations légitimes à accéder à des positions professionnelles, à une sécurité sociale et à un patrimoine. Le président Hollande a commencé à lui donner corps à travers l'ensemble de mesures prises en faveur de la formation et de l'emploi des jeunes. Il faut sans doute encore aller plus loin. Cette politique de génération a bien entendu vocation à s'incarner, au gouvernement, par les visages neufs et engagés de ces responsables politiques qui ont les yeux rivés sur le type de société qu'ils lègueront à leurs enfants.

La politique de génération est une promesse de revitalisation pour la France.

LES VALEURS DE LA GAUCHE

Le troisième atout de la gauche est enfin la symbiose entre ses valeurs historiques et les aspirations des sociétés avancées de ce début de XXI^e siècle, dont les caractéristiques communes sont d'être ouvertes, mobiles, individualistes et multiculturelles. Ces valeurs sont l'égalité, la justice et la laïcité, qui reflètent pour chacune d'entre elles des besoins fondamentaux pour maintenir l'unité et la cohésion de la société française.

L'égalité, tout d'abord, reste au cœur de la question sociale, avec une intensité sans doute plus grande encore que dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Ce défi tient tout d'abord à la régression des conditions de l'égalité réelle du fait de l'épuisement de l'Etat-providence et de l'explosion non maîtrisée des plus hauts revenus qui a accompagné le capitalisme financiarisé. Ce nouveau siècle doit *réinventer les conditions de l'égalité réelle*, dans un contexte totalement renouvelé puisque les outils historiques n'ont plus toute leur efficacité dans un monde ouvert et concurrentiel. C'est la raison pour laquelle il faut renouveler en profondeur les conditions de l'action publique et que ce quinquennat, qui s'est ouvert sur une promesse de changement, ne doit pas faiblir dans ses ambitions pour réformer l'Etat et mettre en œuvre le nouvel acte de la décentralisation.



Où va la gauche ?

En parallèle, la gauche doit prendre en charge les nouvelles demandes d'égalité, qui s'expriment dans une société de plus en plus individualiste et multiculturelle.

Il s'agit d'une part de *l'égalité-reconnaissance*, qui tient compte de la diversité inhérente aux sociétés multiculturelles. Cette forme d'égalité réclame non seulement l'égalité devant la loi, mais également la reconnaissance par la loi d'une diversité de choix et de modes de vie compatibles avec la cohésion du corps social : droit à une fin de vie digne, à l'accès au mariage pour les couples homosexuels, aux innovations thérapeutiques pour les couples qui ne peuvent avoir d'enfants, etc.

Il s'agit d'autre part de *l'égalité-différence*, centrale dans une société d'individus dans laquelle la demande d'égalité se traduit par la mise à disposition d'un certain nombre de capacités permettant à chacun de réaliser son potentiel et sa propre conception d'une vie sociale épanouie. Pour se réaliser, cette égalité a besoin de se fonder sur la politique d'innovation sociale mentionnée précédemment. Celle-ci met l'accent sur la mobilité sociale, la formation tout au long de la vie, la lutte contre les rentes de situation et les phénomènes de monopole – professionnel, culturel, etc. – qui rigidifient l'organisation sociale. Cette forme d'égalité fait également des individus les moteurs des grands changements sociaux.

Ces deux nouvelles conceptions de l'égalité intègrent la composante de libre-choix et d'autonomie indissociables d'une société d'individus. Elles réconcilient l'égalité et la liberté que les doctrines passées opposaient au nom d'une conception institutionnelle et statique de l'égalité. Ainsi les sociétés ouvertes ne condamnent pas la gauche à devenir individualiste et libérale – et à chasser sur les terres de la droite. Elles lui demandent cependant de se réappropriier l'individu et la demande d'autonomie dans un véritable projet de transformation sociale.

Après l'égalité, la justice et la laïcité apparaissent comme deux piliers incontournables des sociétés ouvertes du XXI^e siècle, en même temps qu'elles sont deux repères cardinaux dans le patrimoine de la gauche. Dans les deux cas, ces valeurs portent les aspirations au vivre-ensemble dans des sociétés de plus en plus complexes et fragmentées. Plus l'individualisme et la multiculturalité progressent, plus ces deux



Où va la gauche ?

repères apparaissent comme prépondérants, fondateurs même du pacte social par lequel une société se représente elle-même comme unie dans sa diversité.

La *justice* s'entend de l'organisation de la redistribution par les pouvoirs publics mais aussi de l'efficacité des régulations publiques. Elle est, du point de vue de l'Etat, une condition de la légitimité de l'intervention publique et du consentement à l'impôt et, du point de vue de la société, une clé la cohésion sociale face à l'épuisement des formes de solidarité traditionnelles (familiales, professionnelles, syndicales, associatives, etc.). Or cette conception traditionnelle et en vérité bien française de la justice souffre depuis trente ans de l'affaiblissement de l'Etat-nation dans la mondialisation et de la raréfaction des ressources publiques. Ces deux phénomènes érodent la crédibilité de l'intervention publique et les mécanismes du consentement démocratique. Face à eux, il est une mission historique de la gauche que de réaffirmer des régulations publiques fortes, en ne faisant plus du cadre national un référent absolu, mais également de réintroduire un objectif d'efficacité de l'action publique, qui est l'ingrédient indispensable du consentement démocratique. C'est d'une part la construction européenne et, d'autre part, les politiques de modernisation de l'action publique.

L'Europe, d'une part, est une réponse à l'affaiblissement des Etats-nations et la possibilité de réarmer au niveau de notre continent les capacités de régulation érodées perdues au plan national. Qu'est-ce à dire pour la France ? Que les conditions de la justice dans notre pays dépendent du climat idéologique et normatif en vigueur à Bruxelles, qu'il convient d'œuvrer à ce niveau tant pour redonner des marges de manœuvre aux politiques nationales que pour réinjecter de la solidarité au cœur des politiques européennes : il s'agit des politiques de cohésion, d'un budget de solidarité et de croissance, d'un effort d'harmonisation sociale, à commencer par un salaire minimum européen. Les politiques de modernisation publique, quant à elles, ont subi un douloureux amalgame entre efficacité et dérégulation, qui les ont rendues impopulaires. Il y a pourtant un chemin bien à gauche, qui vise à réformer l'Etat non pour en réduire les moyens mais pour augmenter la production de biens collectifs.

La *défense de la laïcité* est l'autre facette de la cohésion sociale dans une société ouverte et multiculturelle. La gauche a toujours été aux avant-postes de ce combat et doit aujourd'hui tenir bon sur ce principe, non parce qu'il constitue une part de son héritage mais



Où va la gauche ?

en tant qu'il est une clé de la transition apaisée vers le nouveau modèle de société rénovée. Cette laïcité a trouvé son équilibre dans la loi de 1905 : elle préserve la neutralité de l'Etat et de l'espace public, elle respecte les confessions, elle protège les individus.

Egalité, justice, laïcité : les valeurs de la gauche sont les valeurs de ce début de XXI^e siècle.

QUELQUES CONCLUSIONS

Les raisons de conclure ce propos sur une tonalité optimiste ne manquent pas. La gauche n'est dépourvue ni de substance ni de cohérence pour aborder en front uni les deux défis de ce quinquennat : le redressement de la France et la remise en mouvement de ses valeurs face aux défis d'un monde ouvert et globalisé. Elle n'a pas à se renier, à transiger : elle dispose de toutes les ressources morales et intellectuelles pour mener à bien la tâche que les Français ont confiée à la majorité présidentielle en 2012.

Le chemin parcouru dans ce propos met cependant en évidence le besoin de quelques inflexions dans ses priorités et dans son langage, nécessaires pour opérer totalement la jonction de son discours et de ses pratiques, de ses objectifs et de ses moyens. On se bornera en conclusion à les rappeler brièvement :

- *priorité aux valeurs* dans la ligne politique gouvernementale : les valeurs de la gauche, dont on a vu l'affinité avec les aspirations des sociétés ouvertes du XXI^e siècle, qui retrouvent les valeurs de la République dès lors qu'il s'agit de fixer le cap politique de ce quinquennat. La gauche n'a pas à craindre d'occuper pleinement ce terrain, pour parer les coups de la droite mais aussi pour contenir la poussée populiste qui s'épanouit sur le terrain d'une politique déboussolée ;
- *priorité à la jeunesse* – en parfaite conformité avec les engagements du président de la République – et priorité à toutes les forces vives de la France capables d'accompagner les efforts d'innovation sociale que la gauche doit mettre à profit de la construction de la France du XXI^e siècle. Dans ce sens, la gauche doit s'interroger également sur sa stratégie électorale, pour donner toute sa place aux Français qui sont les premiers acteurs de ces transformations, à commencer par les jeunes, les femmes, les Français issus de l'immigration, et tous ceux qui aspirent à une plus grande mobilité sociale ;

Où va la gauche ?

- *priorité à l'Europe* : elle se présente nécessairement sur le chemin vers ce nouveau modèle français, qui fait se rencontrer des régulations publiques fortes, de l'innovation sociale et des priorités tournées vers l'égalité et la justice. La construction européenne doit également traduire l'aspiration au progrès qui est au cœur du patrimoine de la gauche. L'Europe est une réalité à deux faces : il est urgent d'européaniser nos débats politiques nationaux pour tenir compte de la plus-value que la construction d'une Europe politique peut fournir sur le terrain économique, social, environnemental. Mais il ne l'est pas moins de faire percoler nos priorités jusqu'à Bruxelles pour une croissance juste et durable et des politiques de solidarité.